

« Investir pour accélérer la croissance économique »

**Une mise en situation
par**

**Monsieur Gilles Vaillancourt
Maire de Laval**

**Forum national sur la croissance économique des grandes
villes du Canada
Montréal**

Le jeudi 10 juin 2004

- Le thème dont nous venons de discuter nous a donné l'occasion d'examiner la nécessité de doter nos agglomérations d'objectifs de croissance en vue de nous hisser dans le peloton de tête des villes-régions les plus performantes.
- Mais, comme nous le savons tous, ces objectifs ne pourront être atteints que si les ingrédients nécessaires à leur réalisation ont aussi été mis en place.
- Parmi ceux-ci, il importe, comme nous l'indique la plupart des études sur la question, de pouvoir disposer des infrastructures nécessaires au développement de nos villes-régions.
- L'accélération de la croissance économique des villes-régions canadiennes repose sur cette équation fondamentale : la qualité des infrastructures de nos villes-régions respectives a un impact direct sur nos possibilités de développement et la vigueur de notre croissance en tant que société.

Des investissements que l'on ne peut plus repousser à plus tard

DIAPO 1 : DÉFICIT ACCUMULÉ

- Nous avons atteint un stade aujourd'hui où il n'est plus possible de reporter les investissements à consentir à la réfection des infrastructures qui, dans bien des cas, ont atteint la limite de leur durée de vie normale.
- Nous devons donc être conscients que les citoyens paient déjà des coûts supplémentaires liés à la désuétude des infrastructures de base.
- Il suffit ici de penser à l'achat d'eau embouteillée généré par la non-confiance en des installations publiques, aux bris causés aux voitures par l'état des routes, aux dépenses supplémentaires pour l'entretien des autobus, etc...
- Each time we put off these investments, we only multiply the amount that will be required to rebuild our infrastructure.
- According to the Canadian Society of Civil Engineering, the deficit in municipal infrastructure across Canada continues to grow at an annual rate of \$2.2 billion.
- Adding this amount to the \$2 billion already identified for the rebuilding of the country's infrastructures means we will have to invest \$4 billion for each year we don't do the required work on our infrastructure.
- Au Québec seulement, il faudrait investir plus d'un milliard de dollars annuellement au cours des quinze prochaines années pour renouveler de façon durable les infrastructures de base de la province.
- Ces estimations font l'objet d'un certain consensus parmi les experts qui se sont penchés sur la question.
- Une étude faite il y a un an par le Conference Board du Canada pour le compte de l'UMQ concorde avec les évaluations précédentes. Ces chiffres sont considérables. Il n'est pas étonnant que les décisions tardent à venir. Mais, elles sont incontournables.

Un effort considérable à consentir

- L'importance de ces investissements n'est plus à prouver.
- En fait, les villes-régions performantes sont celles où une bonne partie des investissements des villes et des autres joueurs de l'économie sont consacrés à l'amélioration continue des infrastructures de base et au soutien au développement économique et social.
- I make no distinction here between the source of the investment, be it public sector, private sector or a combination of the two through some sort of partnership.
- City-regions across North America must be perceived as dynamic and attractive if they want to be leaders.
- To do so, they must provide efficient services, distinctive facilities and functional municipal infrastructures, whether roads, water supply and treatment systems or public transit.
- Or, sur ce plan, il y a beaucoup à faire au Canada. Lors d'un sondage réalisé par la Communauté métropolitaine de Montréal, les 22 villes-régions canadiennes ont souligné clairement que le manque actuel d'investissements au niveau des infrastructures représentait une menace pour la poursuite de leur croissance.
- Aussi, c'est à un effort concerté que nous sommes conviés. Nous devons convenir rapidement avec les gouvernements supérieurs de nouvelles solutions pour un renouvellement et un redéploiement durable de nos infrastructures.

Un investissement aux retombées majeures

- Dans cet esprit, les infrastructures doivent être vues non pas comme une dépense, mais comme un investissement au soutien de la compétitivité et l'attractivité de nos villes-régions et du Canada dans son ensemble.
- Les études sur la question le démontrent, l'accélération des investissements dans les infrastructures a un effet direct sur la compétitivité de nos entreprises et sur le niveau de développement de notre société.
- Selon Statistique Canada, une augmentation de 1 dollar de la valeur nette du stock de capital public permet aux producteurs de réaliser en moyenne une « économie » de 0,17 \$ par année pour le secteur des entreprises.
- Ces économies dégagent une marge de manœuvre que les entreprises peuvent réinvestir en machineries et équipements à la fine pointe de la technologie, leur ouvrant ainsi la porte à l'innovation et aux gains de productivité.

DIAPO 2

- Selon les études faites à ce propos, des investissements publics de l'ordre de 4 milliards de dollars par an au Canada sur une période s'étalant de 2005 à 2019 génèreraient des économies pour les entreprises se chiffrant à plus de 80 milliards de dollars...

DIAPO 3

- Si l'on prenait l'exemple de la région métropolitaine de Montréal pour illustrer ces économies à l'échelle d'une ville-région, des investissements publics de 600 millions de dollars par an sur quinze ans entraîneraient des économies de plus de 10 milliards de dollars pour les entreprises.
- Compte tenu de l'ampleur des sommes en cause, on peut facilement imaginer les retombées que cela aurait sur l'ensemble de l'économie et sur la création de richesse chez tous les Canadiens.

Une vision partagée par les gouvernements supérieurs

- Fort heureusement pour nous, nous avons beaucoup cheminé au cours des dernières années sur cette question.
- D'abord, il y a eu les programmes à frais partagés engagés au cours des six à sept dernières années qui ont permis de freiner la progression du déficit que nous étions en voie d'accumuler au titre des infrastructures.
- Mais ces programmes, au mieux, ont servi à couvrir tout au plus le tiers des investissements annuels requis pour la mise à niveau des infrastructures.
- Parallèlement, nous avons poursuivi nos démarches auprès des nombreux intervenants du domaine.
- I'd like to mention the efforts made in the past five years by the Quebec Coalition for the Renewal of Infrastructure, an organization in which Union des municipalités du Québec and the Fédération québécoise des municipalités are actively involved.
- The Coalition used every possible public forum, including pre-budget hearings in Quebec City and Ottawa, to advocate a joint, long-term program involving municipalities and the government for the renewal of basic infrastructure.
- In addition, the Canadian Federation of Municipalities took steps toward reaching a new agreement with higher levels of government that would encourage municipal-government and public-private partnerships.
- It is continuing its efforts to obtain additional annual revenues of \$2.5 billion from higher levels of government to make essential investments in infrastructure and public transit.
- We are starting to see the results of our awareness-raising activities and efforts to promote the need for a strong push to rebuild our urban infrastructure, aimed at stakeholders and various levels of government.

- Dans le Discours du Trône, présenté à la Chambre des Communes en février dernier, le gouvernement fédéral énonçait que le renouvellement des infrastructures allait faire partie de ses priorités.
- Il faisait état entre autres de sa détermination à instaurer un nouveau pacte à l'intention des municipalités canadiennes et annonçait un certain nombre d'initiatives, notamment le remboursement complet de la TPS aux municipalités.
- Au cours de la prochaine décennie, cette mesure devrait procurer aux municipalités canadiennes un nouveau financement stable d'environ 7 milliards de dollars.
- Le gouvernement fédéral a également fait état de son intention de collaborer avec les provinces pour partager avec les municipalités une partie des revenus de la taxe sur l'essence ou pour trouver d'autres mécanismes financiers.
- Le premier ministre du Canada a réitéré le soutien du gouvernement aux municipalités lors du dernier congrès de la Fédération canadienne des municipalités.
- À cette occasion, il a précisé qu'il mettrait à la disposition des municipalités une somme de 2 milliards de dollars provenant de la taxe d'accise sur l'essence qui serait versée sur une période de 5 ans.
- Il envisage aussi des ententes négociées séparément avec les provinces d'ici la fin de 2004.
- Le premier ministre s'est aussi engagé à regarder la diversification des sources de revenus et plus particulièrement celles qui sont associées au rythme de l'économie.
- Ce type d'engagement se retrouve d'ailleurs dans les programmes des principaux partis politiques engagés dans la campagne électorale fédérale.
- D'autres initiatives ont été prises au niveau provincial.
- Ainsi au Québec, le gouvernement, dans son dernier budget, a annoncé la création de la Corporation de financement des infrastructures locales du Québec pour favoriser le développement des infrastructures.
- Cette Corporation pourrait canaliser les fonds en faveur des infrastructures provenant à la fois du gouvernement fédéral que provincial.
- Dès 2005, elle serait en partie financée par un nouveau droit sur les véhicules énergivores. Cette nouvelle forme de revenu augure bien également.
- Toutes ces initiatives marquent un net progrès par rapport à ce que nous avons connu par le passé et elles sont encourageantes.
- Mais je tiens à le répéter, elles ne forment pas dans leur formulation actuelle une solution durable.

- Elles doivent toutefois être peaufinées pour que les municipalités, et les villes-régions à plus forte raison, puissent s'acquitter adéquatement de leur rôle-moteur du développement de la société canadienne.
- C'est ce qui devrait nous interpeller aujourd'hui alors que nous sommes réunis ici pour identifier les avenues qui nous permettront de faire croître nos villes-régions, en les rendant plus compétitives et plus attractives.

Un consensus à dégager

- L'heure est maintenant à la mise en commun de nos idées. Il nous faut identifier les solutions et les nouveaux programmes que nous devons mettre sur pied pour renouveler de façon durable nos infrastructures et rendre nos villes-régions plus performantes.
- Peut-on s'entendre sur une contribution minimale des villes dans un programme permanent d'infrastructures ? La CMM propose quant à elle une contribution de 15 %.
- Peut-on en arriver à une formule équitable de partage du solde à couvrir par les gouvernements fédéral et provinciaux ?
- Voilà autant de questions, et bien d'autres, que je vous invite maintenant à débattre.
- Nous avons beaucoup cheminé sur cette question depuis quelques années.
- Je suis convaincu que nos assises d'aujourd'hui nous permettront de faire un pas de plus dans cette importante réflexion.
- Une solution qui pourrait trouver son application prochainement m'apparaît maintenant à notre portée.
- Remerciements.